



L'Afghanistan, entre paix inéluctable et paix impossible

Bruno SENTENAC | Magistrat financier et ancien conseiller technique du Parlement afghan.

Depuis quelque temps en Afghanistan se multiplient les signes d'une recherche active de la paix par les parties à cette guerre civile entrée dans sa quarantième année – si on la fait remonter au coup d'État communiste d'avril 1978, qui suscita les premières rébellions locales.

Au cours des mois d'octobre et de novembre 2018, Zalmay Khalilzad, l'ancien ambassadeur américain à Kaboul récemment nommé « conseiller spécial » de l'Administration Trump pour l'Afghanistan, a rencontré au Qatar les représentants de l'insurrection. Et à la suite d'une visite qu'il a effectuée au Pakistan, le gouvernement d'Islamabad a relâché le *mollah* Abdul Ghani Baradar, qu'il avait emprisonné en 2010 parce que cet adjoint du *mollah* Omar (chef des *Talibans* de 1994 à sa mort en 2013) avait engagé des discussions secrètes avec le gouvernement du président Hamid Karzaï sans en informer les services secrets pakistanais.

La Russie, pour affirmer son rôle de puissance régionale et par crainte de l'État islamique, joue depuis quelque temps le rôle de médiateur dans ce conflit : le 8 novembre, une délégation de *Talibans* a rencontré à Moscou des membres du Haut conseil de la paix, l'organisme chargé par le Président afghan de négocier la fin du conflit.

Les mêmes motifs (avec les risques que la guerre en Afghanistan ne contamine le conflit ouïgour au Turkestan oriental) expliquent l'implication du gouvernement chinois dans la recherche d'une solution politique en Afghanistan.

Lors du dernier Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), les 9 et 10 juin 2018, le président iranien Hassan Rohani s'est également engagé envers son homologue afghan à favoriser la paix et la stabilité chez son voisin, à la fois pour des raisons économiques et pour lutter contre l'influence de *Daech*.

Toutefois, si les planètes semblent aujourd'hui alignées pour l'ouverture de vraies négociations, l'expérience est là pour rappeler que cette « paix des braves » pourtant inéluctable pourrait bien mettre encore des mois, voire des années, à se matérialiser.



Une seule issue à ce conflit : « la paix des braves »

Depuis quelque temps, le constat s'impose à tous qu'aucune des parties en présence ne peut l'emporter sur le terrain et que la seule issue à cette guerre est politique : une réconciliation nationale qui permette aux *Talibans* de retrouver, non pas le pouvoir, mais *une part* de celui-ci dans le cadre d'un gouvernement « inclusif ».

Les trois parties sont aujourd'hui lasses de cette guerre qui n'en finit pas.

La lassitude de beaucoup de combattants *talibans* est apparue à l'occasion de la trêve de quelques jours proposée par le président Ashraf Ghani et acceptée par leur direction en juin 2018, lors de la fête de l'Aïd : certains se sont mêlés à la population des centres urbains, allant jusqu'à fraterniser avec des membres des forces armées, et quelques-uns ont refusé de rejoindre les rangs de l'insurrection à la fin de la trêve.

S'agissant du Gouvernement, l'inquiétude vient de la lassitude de la population, de sa colère à chaque attentat sanglant que les autorités ont été incapables d'empêcher et des pertes civiles collatérales que causent les combats entre l'insurrection et les forces armées afghanes appuyées par l'aviation américaine.

Enfin, et même si les États-Unis ont considérablement réduit leur présence militaire (il n'y a plus désormais que quelque 14 000 militaires américains en Afghanistan, contre 100 000 en 2010-2011), les Américains sont las de cette guerre apparemment sans issue, dont ils ont pour la plupart oublié les raisons initiales et où le concept même de victoire semble déplacé. L'opinion publique n'accepte plus les morts de soldats et d'officiers américains sur le théâtre afghan, *a fortiori* lorsque les militaires en question sont tués par leurs collègues afghans, parfois ceux-là mêmes qu'ils venaient de former.

Exprimant l'opinion majoritaire de la population américaine, le président Trump a été tenté d'ordonner la fin de l'appui militaire au régime de Kaboul. Il a fallu toute la persuasion de ses conseillers pour qu'il revienne sur son sentiment initial et accepte même l'envoi sur le terrain de quelques milliers de militaires supplémentaires. Dans son livre *Fear* sur l'élection et les premiers pas de Donald Trump à la Maison-Blanche, le journaliste Bob Woodward explique que l'argument qui l'a emporté a été la crainte que le chaos qui suivrait la chute du gouvernement de Kaboul ne permette à des groupes terroristes de se réimplanter en Afghanistan, d'où ils pourraient lancer de nouvelles attaques sur le sol américain.

La stratégie de l'Administration Trump, que le Président a annoncée le 21 août 2017, repose donc sur deux piliers :

- empêcher la chute du gouvernement de Kaboul, grâce à ce renforcement du contingent américain présent sur le sol afghan et à la levée des contraintes auparavant imposées à l'usage de la force aérienne ;

- favoriser par tous les moyens disponibles (dont une pression accrue sur le gouvernement pakistanais, qui a subi en septembre 2018 une baisse de 300 millions de dollars de l'aide financière américaine) la réintégration des *Talibans* dans le jeu politique afghan.

Pour les États-Unis, il s'agit en quelque sorte de passer de la recherche d'une paix par la victoire (militaire) à celle d'une victoire (politique) par la paix.

La paix impossible ?

Pourtant, cette paix qui apparaît comme inéluctable a de redoutables obstacles à franchir.

Les négociations de paix peuvent bloquer sur une condition préalable absolument inacceptable par l'une des parties.

Si le président Ashraf Ghani a fait aux *Talibans* en février 2018 une offre de négociations de paix sans préconditions, il reste deux obstacles à surmonter pour que s'engagent des négociations.

- *Le premier est la condition préalable mise par les Talibans à ces négociations : le retrait des forces militaires occidentales.*

Toutefois, selon les témoignages d'un colonel à la retraite et d'une ancienne ambassadrice américains engagés entre novembre 2017 et juin 2018 dans des négociations informelles avec le bureau politique des *Talibans* à Doha (Qatar), ceux-ci accepteraient un maintien des forces américaines si un gouvernement afghan « inclusif » concluait un accord en ce sens avec les États-Unis.

- *L'autre obstacle est l'exigence posée par l'Administration américaine que les négociations se déroulent entre Afghans, ce qui implique que les Talibans acceptent la constitution afghane de 2004 et reconnaissent le gouvernement de Kaboul, qu'ils continuent de traiter de « marionnette des Américains ».*

Une autre raison qui rendrait la paix impossible serait l'incapacité des parties à s'accorder sur une vision commune de la société afghane, de l'avenir de leur pays.

- *Les Talibans peuvent-ils accepter de rejoindre le jeu démocratique « normal » ?*

C'est *a priori* très difficile à envisager, pour deux raisons. D'abord, parce que dans leur conception du pouvoir, celui-ci ne peut venir que de Dieu, qui l'exerce par l'intermédiaire des religieux qui connaissent Sa parole. Ensuite, les *Talibans* ont sans doute tout à perdre à entrer dans l'arène démocratique, car il est peu probable que des électeurs libres de choisir confieraient de nouveau le pouvoir aux héritiers de l'Émirat islamique de sinistre mémoire.



Il faudrait donc, pour que les *Talibans* acceptent d'intégrer le système, qu'ils soient assurés d'obtenir et de conserver en tout état de cause une partie substantielle du pouvoir, au niveau central comme local. Au plus haut niveau de l'État, un certain nombre de postes de ministres, de juges, de généraux, d'ambassadeurs, de parlementaires, etc., pourraient leur être attribués de façon pérenne.

Localement, le contrôle de zones entières du territoire pourrait leur être concédé – un peu à l'image de ce que connaît le Pakistan avec ses zones tribales –, dès lors qu'ils s'engageraient à y combattre toute implantation de mouvements terroristes.

- *La seconde condition à un accord de paix sera nécessairement que les Talibans intègrent dans leur programme politique le respect des droits de l'homme et spécialement ceux des femmes à l'éducation et au travail.*

La société afghane a en effet évolué, depuis la chute du régime des *Talibans*, et un grand nombre d'Afghans n'accepteraient pas un retour aux conditions de vie moyenâgeuses qui prévalaient sous l'émirat islamique.

La tentation de la guerre permanente

Faute de pouvoir trouver un terrain d'entente, les trois acteurs pourraient être tentés de maintenir encore quelque temps la situation actuelle, qui n'est pas sans présenter pour eux certains avantages.

- *Pour le gouvernement américain, la prolongation de l'intervention militaire reste préférable, malgré son coût financier et humain, à un effondrement du régime de Kaboul.*

Depuis la signature par les gouvernements américain et afghan, le 30 septembre 2014, de l'Accord bilatéral de sécurité, le maintien d'un contingent américain sur le théâtre afghan constitue pour le pouvoir de Kaboul une « assurance-survie » qui évite aux États-Unis d'enregistrer dans leur bilan une « perte » définitive.

- *Pour les Talibans, l'équilibre actuel des forces ne présente pas que des inconvénients.*

S'ils n'ont pas atteint leur but de guerre – reprendre le pouvoir qu'ils exerçaient sur la quasi-totalité du pays jusqu'en décembre 2001 –, ils ont néanmoins obtenu par les armes un résultat partiel non négligeable, le contrôle de vastes zones rurales du territoire afghan dans lesquelles ils cogèrent avec le gouvernement les services publics, avec l'aide des fonctionnaires d'État qui continuent d'être rémunérés par leur administration, mais dans les conditions définies par les « gouverneurs » *talibans*.



Financièrement, le trafic de drogue et les taxes prélevées sur les habitants des zones qu'ils contrôlent assurent aux *Talibans* des revenus substantiels qui financent leur guerre.

- *Enfin, le gouvernement afghan peut lui-même trouver des avantages à la poursuite de la guerre.*

La continuation de la guerre est en effet l'assurance pour le pouvoir de Kaboul de bénéficier encore de l'aide militaire et civile de grande ampleur que lui accordent ses partenaires occidentaux, et de la patience qu'ils montrent envers la corruption, les divisions et l'impéritie du gouvernement d'union nationale.

Une insurrection vaut mieux qu'une guerre civile

La paix se négociera entre deux camps profondément divisés, dont chacun risque de perdre sa cohésion dans la conclusion d'un accord avec son adversaire.

- *Le risque le plus grave est certainement celui d'une guerre civile qui suivrait la présente guerre insurrectionnelle si les négociations de paix n'associaient pas suffisamment les leaders des minorités ethniques et religieuses, et ne garantissaient pas la protection et les droits de celles-ci (Ouzbeks, Tadjiks, Hazaras, etc.).*

- *Du côté des Talibans, le risque d'implosion du mouvement est triple.*

Le mouvement *taliban* n'est en effet plus aussi uni qu'au temps du *mollah Omar*, qui bénéficiait d'une légitimité incontestée dont ne disposent pas ses successeurs. Dans ces conditions, le mouvement pourrait préférer la poursuite de la guerre à la conclusion d'un accord de paix qui risquerait de le faire éclater. Les risques pour lui sont en effet de trois ordres :

- Le premier est celui d'une division au sein même de la direction, partagée entre durs (les « idéologues ») et modérés (les « réalistes »).
- Le deuxième risque est celui d'une division entre les « politiques » et le réseau Haqqani, son « bras armé », responsable de certains des attentats les plus sanglants menés en Afghanistan.
- Enfin, le risque existe d'une division entre la *choura* de Quetta (capitale du Balouchistan – Pakistan –, à la frontière avec l'Afghanistan) et les commandants locaux, qui peuvent être tentés de continuer la lutte armée dans leur coin, voire de rejoindre l'État islamique.

*

**

De ces deux logiques, la paix inéluctable ou la paix impossible, laquelle l'emportera ? Les mois qui viennent le diront. La perspective de l'élection



présidentielle afghane d'avril 2019 pourrait précipiter les négociations, comme le désir probable du président Trump d'engranger un succès diplomatique avant la campagne de fin 2020 pour sa réélection.

Si la logique incite à l'optimisme, l'histoire de ce pays depuis quarante ans invite à la prudence. On peut quand même rêver d'une paix qui mettrait fin aux souffrances de la population afghane et qui, quarante ans après l'intervention soviétique en Afghanistan, permettrait à ce pays de reprendre le cours normal de son histoire.

sentenac.bruno@yahoo.fr

Éléments de bibliographie

(Ouvrages par référence)

- WOODWARD Bob, *Fear: Trump in the White House*, Simon & Schuster, 2018, 448 pages.
- COLL Steve, *Directorate S.: The CIA and America's Secret Wars in Afghanistan and Pakistan, 2001-2016*, Allen Lane, 2018, 784 pages.
- BRAHIMI Lakhdar et PICKERING Thomas R., *Negotiating peace: the report of the Century Foundation international task force on Afghanistan in its regional and multilateral dimensions*, The Century Foundation Press, 2011, 104 pages.
- COOPER-COLES Sherard, *Cables from Kabul: The Inside Story of the West's Afghanistan Campaign*, Harper Press, 2011, 352 pages.
- WOODWARD Bob, *Obama's Wars*, Simon & Schuster, 2010, 439 pages.
- COLL Steve, *Ghost Wars: The Secret History of the CIA, Afghanistan, and Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10, 2001*, Penguin, 2004, 694 pages.
- JONES Seth, *In The Graveyard of Empires, America's War in Afghanistan*, W.W. Norton & Company, 2009, 414 pages.

(Articles par référence)

- JACKSON Ashley, « The Taliban's Fight for Hearts and Minds : The militants' new strategy is to out-govern the U.S.-backed administration in Kabul—and it's working », *Foreign Policy*, 12 septembre 2018 (<https://foreignpolicy.com/2018/09/12/the-talibans-fight-for-hearts-and-minds-afghanistan/>).
- WALSH John, « Is the Taliban Prepared to Make Peace? », *Foreign Affairs*, 7 septembre 2018.
- BARKER Memphis et YOUSAFZAI Sami, « Taliban hails 'helpful' US talks as boost to Afghan peace process: White House diplomacy efforts are proving successful, says member of militant group », *The Guardian*, 13 août 2018 (www.theguardian.com/world/2018/aug/13/taliban-hails-helpful-us-talks-as-boost-to-afghan-peace-process).
- ACKERMAN Spencer, « Inside the Secret Taliban Talks to End America's Longest War: The Taliban are open to the idea of keeping U.S. troops on Afghan soil, a retired Army colonel and ex-U.S. ambassador learned during months of quiet diplomacy », *The Daily Beast*, 2 août 2018 (www.thedailybeast.com/).
- GIBBONS-NEFF Thomas et COOPER Helene, « Newest U.S. Strategy in Afghanistan Mirrors Past Plans for Retreat », *The New York Times*, 28 juillet 2018 (www.nytimes.com/).
- JONES Seth G., « Why the Taliban Isn't Winning in Afghanistan: Too Weak for Victory, Too Strong for Defeat », *Foreign Affairs*, 3 janvier 2018 (www.foreignaffairs.com/).
- TIBON Amir, « Tillerson: U.S. Ready to Support Peace Talks Between Taliban and Afghan Government 'Without Preconditions' », *Haaretz*, 22 août 2017 (www.haaretz.com/).
- HAPPYMON Jacob, « Negotiating with the Taliban », *The Hindu*, 29 janvier 2016 (www.thehindu.com/opinion/lead/Negotiating-with-the-Taliban/article14024747.ece).

Les précédents articles de l'auteur consacrés à la situation politique et militaire en Afghanistan ont été publiés par la revue *Le Courrier du Maghreb et de l'Orient* (<https://lecourrierdumaghrebetdelorient.info/author/sentenac/>).